



ABONNEMENTS

Un an Six mois :
Suisse Fr. 6.— Fr. 3.—
Union postale » 12.— » 6.—
On s'abonne à tous les bureaux de poste.

Paraissant le Jeudi et le Dimanche à la Chaux-de-Fonds

ANNONCES

suisses 20 d., offres et demandes
de place 10 ct. la ligne,
étrangères 25 centimes la ligne
Les annonces se paient d'avance.

Organe de la Chambre suisse de l'Horlogerie, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats professionnels.

Les Consulats suisses à l'étranger reçoivent le journal.

Bureau des Annonces : HAASENSTEIN & VOGLER, 32, rue Léopold Robert, CHAUX-DE-FONDS et succursales en Suisse et à l'étranger.

Les boîtes contrôlées

Total de tous les bureaux.

1904

	Boîtes or	Boîtes argent	Total
Janvier	47,581	191,541	239,122
Février	54,699	212,946	267,645
Mars	52,947	240,728	293,675

1905

	Boîtes or	Boîtes argent	Total
Janvier	39,095	199,466	238,561
Février	17,477	228,849	246,026
Mars	54,580	249,525	304,105

Bureau de la Chaux-de-Fonds.

1904

	Boîtes or	Boîtes argent	Total
Janvier	36,262	3,629	39,891
Février	41,462	4,062	45,224
Mars	39,047	4,381	43,428

1905

	Boîtes or	Boîtes argent	Total
Janvier	28,596	3,639	32,235
Février	5,325	3,955	9,280
Mars	40,875	5,221	46,096

Le travail du samedi après-midi

Le Conseil national suisse, par 61 voix contre 54, a adhéré au Conseil des Etats qui, à propos du travail du samedi après-midi, avait admis un article de loi édictant des prescriptions sur le travail à domicile!

Dorénavant l'ouvrier de fabrique sera, après sa sortie de la fabrique, soumis à des dispositions de loi en vertu desquelles on pourra le rechercher et le punir, s'il a emporté, de chez son patron, du travail à faire à son domicile particulier, le plus souvent par des membres de sa famille.

C'est une grave atteinte au principe de la liberté du travail et du droit individuel.

C'est l'espionnage, la délation, l'intrusion des policiers dans le domicile des citoyens pour surveiller leurs actes, élevés à la hauteur d'un principe et prenant place dans la législation de notre pays.

Joli triomphe, en vérité!

Mais à côté de ces conséquences d'une haute immoralité, il en est une autre, qui

peut consoler, au point de vue pratique du moins, ceux qui, en Suisse, ont conservé une parcelle de respect pour la liberté des citoyens : c'est que cette loi se heurtera à de telles difficultés, qu'elle en sera inapplicable. Ses partisans mêmes l'ont reconnu.

Alors? Et à quels mobiles a-t-on obéi?

On se souvient que c'est la Chambre suisse de l'horlogerie qui, la première, a jeté le cri d'alarme, en des rapports et pétitions adressés aux autorités fédérales et reproduits dans la *Fédération horlogère*. Nous nous dispensons donc d'y revenir.

Mais nous dirons quand même, comme conclusion, qu'il eût été plus franc de proposer la revision de la *Loi fédérale concernant le travail dans les fabriques*, pour en faire une *Loi fédérale concernant le travail dans les fabriques, ateliers, exploitations quelconques et au domicile des citoyens*, et de chercher à y introduire des dispositions restrictives du droit des citoyens, de leur liberté individuelle et de leur dignité d'homme, qui semblent destinées à servir de base à la législation de demain.

On a trouvé plus habile de procéder d'une façon détournée, pour nous orienter vers un but qu'on n'osait pas avouer franchement. Ce procédé ne couvrira pas de gloire ceux qui l'ont préconisé et fait triompher.

Les marques de fabrique et les montres importées en France

Nous avons publié, dans notre numéro du 30 mars écoulé, une longue circulaire de la Direction générale des Douanes de France qui se résume comme suit: Que tout produit étranger ou son emballage muni d'une mention ou indication quelconque de nature à faire croire que ce produit a été fabriqué en France, doit être muni des mots *Importé de* ou *Fabriqué en* suivis du nom du pays d'origine.

Jusqu'à ces derniers temps, la mention *Importé*, sans autre, était jugée suffisante.

Nous disions aussi que le Secrétariat gé-

néral de la Chambre suisse de l'Horlogerie avait sollicité du Département fédéral du commerce, qu'il veuille bien intervenir auprès de l'administration française, pour obtenir un délai de 3 mois.

Ces démarches ont été faites et il résulte d'une communication officielle qu'elles ont toutes chances d'aboutir dans un temps rapproché.

A propos de la dernière grève des monteuses de boîtes

On lit dans la *Solidarité horlogère* de samedi 1^{er} avril :

On connaît notre opinion. Le droit de grève est indiscutable: la grève était motivée et elle a produit même un immense effet bienfaisant pour les patrons, en les réunissant en un bloc pour dicter à la clientèle des tarifs et conditions de paiement sensiblement améliorées, ce qui parle directement contre les conclusions du tribunal, mentionnant un important préjudice. En se basant sur la réalité, les conclusions du tribunal devraient attester justement le contraire.

Sur la même question nous recevons une correspondance, recommandant aux ouvriers boîtiers la grève générale, si les patrons persistent de vouloir faire payer aux ouvriers la quinzaine, après avoir dicté eux-mêmes (les patrons Réd.) une hausse à la clientèle, qui justifierait plutôt le paiement des frais de grève aux ouvriers.

Nous attirons l'attention des patrons sur la gravité de la situation, s'ils persistent dans leur intention de faire signer injustement et inutilement les ouvriers. Nous n'en disons pas davantage pour aujourd'hui, estimant que les patrons comprendront que des indemnités de quelques centaines de francs ne sont pas aussi valables que la paix, et cela surtout en présence de la hausse réalisée. Caveant consules.

La Sentinelle, de son côté, recommande pour l'avenir la lutte à outrance, plutôt que de ne pas voir figurer dans les conventions l'amnistie pour faits de grève.

Faisons remarquer que le tribunal de prud'hommes était composé de deux ouvriers et de deux patrons et présidé par M. Dubois, qui a tranché le litige en faveur des patrons.

Nous recommandons le calme à nos collègues, tout en leur conseillant de se tenir prêts à toutes les éventualités.

Quoi qu'en dise même le « haut » Conseil fédéral, la grève est une mise bas immédiate, qui ne peut se tenir à des dispositions « légales »; elle est classée dans les cas de force majeure, ce que sait parfaitement le patronat.

Le bon droit est du côté des ouvriers.

On peut naturellement différer d'opinion sur le point de savoir si, se plaçant au point de vue de leurs relations avec leurs ouvriers, les patrons monteurs de boîtes ont tort ou raison de s'en tenir au jugement rendu en leur faveur.

En nous plaçant au point de vue légal, le seul que nous ayons à envisager, nous ne pouvons que reproduire la partie suivante de l'arrêté du Conseil fédéral du 22 décembre 1890, se rapportant à une grève proclamée sans avertissement :

« Le recourant voudrait voir traiter une « grève autrement que comme une sortie « illicite et sans avis préalable d'un seul « individu. Le Conseil fédéral ne voit pas « où il en prend le droit, *aussi longtemps* « *qu'il n'existe pas de loi spéciale sur les* « *grèves*. Si, par exemple, cent hommes « sortent en même temps, ce n'est que le « fait cent fois répété de la sortie d'un « seul individu; c'est la même illégalité « commise par beaucoup à la fois. »

En résumé, la loi prévoit une différence entre la sortie de un ou plusieurs ouvriers d'une fabrique, quand cette sortie se produit avec l'avertissement prévu ou sans cet avertissement.

Dans le second cas, c'est-à-dire, quand la grève éclate sans avertissement préalable, comme le firent les monteurs de boîtes, le salaire de six jours est dévolu au patron, il peut le retenir et n'a pas besoin de le réclamer; c'est la loi, et, tant que la loi ne sera pas modifiée par des dispositions visant les grèves, les patrons auront le droit de bénéficier de cette disposition, comme les ouvriers pourront réclamer, et seront certains d'obtenir, une indemnité de quinzaine, dans le cas d'un renvoi sans avertissement de la part du patron.

Quant à la question des dommages et intérêts que les patrons peuvent réclamer devant le tribunal compétent, celui-ci demeure juge de les octroyer ou non, selon qu'il envisage que la retenue des six jours de salaire couvre ou ne couvre pas le dommage; c'est affaire d'appréciation.

Le tarif allemand

Le professeur Hewins, dont l'opinion fait autorité en matière de questions économiques, a fait, lundi dernier, au Westminster Palace Hotel, sous les auspices de la « Tarif Reform Association », une conférence au sujet du nouveau tarif allemand. L'assistance comptait plusieurs membres des deux Chambres du Parlement anglais et de nombreux journalistes tant anglais qu'étrangers.

Le professeur Hewins appuie cette thèse que l'Angleterre aura à modifier, au moins provisoirement, son système de « libres importations » si elle veut conserver à son commerce les débouchés nécessaires, et fait ressortir que la clause de la nation la plus favorisée ne suffit pas nécessairement pour assurer l'égalité de traitement. Si l'Angleterre se décidait à modifier sa politique fiscale actuelle, la France et l'Angleterre pourraient peut-être coopérer pour assurer à leurs industries textiles un traitement plus avantageux.

Cette proposition provoque dans l'assistance de vifs applaudissements. M. Hewins estime que le nouveau tarif allemand aura en effet, pour résultat de rétrécir les débouchés pour les textiles anglais et de supprimer presque complètement la concurrence anglaise en ce qui concerne le fer, l'acier et la machinerie. M. Hewins ne croit pas, cependant, que le nouveau tarif allemand ait pour but spécial d'attaquer le commerce anglais.

L'impôt du timbre dans le canton de Neuchâtel

Le parti socialiste neuchâtelois avait, dimanche, une assemblée de délégués à Chambrelieu. Une résolution défavorable à l'impôt du timbre y a été votée.

Il en a été de même à l'assemblée générale de la Société des fabricants d'horlogerie de la Chaux-de-Fonds. A la fin de la séance de vendredi, les participants qui étaient encore là ont voté une résolution de principe unanime contre l'impôt du timbre. Toutefois les députés présents ont réservé leur vote au Grand Conseil.

Nos relations commerciales avec la France.

Dans un article publié par le *Schweizerisches Kaufmännisches Centralblatt* et intitulé : « Nos relations commerciales avec l'Italie et la France et l'arrangement franco-suisse », les passages suivants intéressent spécialement l'horlogerie :

Nos relations douanières avec la France ne sont pas ce qu'elles devraient être, grâce aux mesures qui sont prises contre nous par l'administration des contributions indirectes de ce pays. Nous désirons émettre notre opinion à ce sujet, qui ne manque pas d'actualité, puisque dans un an, ou peut-être avant, de nouvelles négociations seront probablement entamées entre les deux pays pour conclure un traité de commerce. Actuellement les relations avec la France sont réglées par une entente commerciale conclue en 1895, après une guerre de tarifs qui dura de 1893 à 1895 et qui cessa surtout grâce aux réclamations des négociants en vins français et des populations horlogères françaises qui en souffraient le plus.

Il convient de rappeler comment, lors des pourparlers en vue de l'arrangement commercial entre les deux pays, les délégués français des industries intéressées et les journaux promirent des changements dans les procédés du fisc français. La nécessité pour les Français de finir cette guerre de tarifs était manifeste. Si ceux de nos compatriotes horlogers qui aidèrent Numa Droz à conclure l'accord de 1895 avaient été un peu plus énergiques et plus habiles, on aurait alors pu une fois pour toutes mettre fin aux agissements injustes qui se sont continués depuis neuf ans, malgré toutes les promesses de la part de notre riche et puissante voisine.

Il est de toute nécessité de parler de ces agissements, afin que nos futurs négociateurs et nos autorités sachent prendre des mesures qui en empêcheront le retour, car non seulement la dignité de la Suisse en souffre, mais aussi nos affaires subissent un grave préjudice que patrons, employés et ouvriers sont tous intéressés à voir disparaître.

En effet, un ouvrier ou un maître d'atelier veut-il aujourd'hui travailler pour la France, on lui saisit son ouvrage quand il va le livrer. Un voyageur se fait-il adresser ses échantillons de valeur en France, il ne peut les recevoir qu'après des formalités sans fin; ou même de petits envois sans valeur sont purement et simplement confisqués sans avis à l'expéditeur. La douane laissera passer deux paquets semblables et arrêtera les suivants. Un voyageur prend-il des commissions en France, on le laissera faire quelques livraisons, puis on séquestrera tout-à-coup les envois s'ils deviennent un peu conséquents. Bien des maisons de commerce suisses ont dû de ce chef renoncer à envoyer un voyageur en France et ont dû ensuite licencier du personnel.

Voici quelques faits à mentionner à l'appui de ce qui vient d'être avancé : Un fabricant de boîtes or, Suisse, voyant que le soi-disant arrangement de commerce de 1895 fixait un droit d'entrée en France sur les objets d'or et d'argent, vint lui-même en France et demanda à la direction du contrôle des objets d'or quelles formalités il aurait à remplir pour entrer ses boîtes en France : on lui refusa de contrôler les boîtes qu'il désirait envoyer — refus qui équivalait à une prohibition d'entrée pour ses marchandises — et on lui parlait à cet égard des lois somptuaires édictées par Henri IV... Notez cependant que quelques maisons privilégiées de Genève peuvent livrer des boîtes soignées en France et ont un compte avec le bureau de contrôle fran-

çais « ad hoc », comme cela est aussi permis à quelques fabricants de pendants et de couronnes soignées de Genève, tout simplement parce que ces objets, qui ne peuvent se faire aussi bien à Besançon, passent ensuite pour de l'ouvrage français.

Avant 1891 une maison suisse livrait beaucoup de mouvements de montres en France; ceux-ci étaient très appréciés à cause de leurs qualités. Un beau jour, sous un prétexte incompréhensible, la régie française séquestra tous les envois en route. Le vrai motif était que les fabriques françaises ne pouvant lutter contre cette concurrence, avaient demandé qu'on interdît cette vente en France, ce qui fut accordé.

Un voyageur d'une fabrique suisse de montres or à répétition avait fait adresser des échantillons de montres au nouveau bureau de transit à Besançon; il ne put retirer ses montres lui-même, malgré toutes les pièces de légitimation qu'il possédait. Ce ne fut que grâce aux efforts et aux réclamations énergiques d'un compatriote habitant la ville, qui perdit bien du temps pour remplir les formalités les plus extraordinaires, que le voyageur put enfin avoir ses montres : Les autorités françaises voulaient dégoûter les fabricants suisses de se servir du bureau de transit.

Autre exemple : Un décorateur-peintre de la Chaux-de-Fonds avait demandé quelles formalités il y avait à remplir pour pouvoir décorer des boîtes de montres pour les fabricants français. Après maints atermoiements entre les différents bureaux des contributions indirectes, il lui fut répondu qu'en vertu d'une circulaire du gouvernement français de 1883 il était interdit aux fabricants d'horlogerie français de faire travailler des ateliers suisses. Or, cette réponse est contraire à ce qui fut entendu et promis lors de la conclusion de l'accord de 1895.

Dernièrement enfin les journaux ont de nouveau élevé des plaintes au sujet des abus et des chicanes de la douane et du contrôle français.

Ensuite de ces difficultés douanières et des droits élevés qui furent acceptés par nos délégués suisses, en 1895, le nombre des fabriques suisses de tous genres qui s'établissent en France va en grandissant; c'est une preuve que l'arrangement en question a été une grande erreur. Il eût mieux valu pour la Suisse de continuer la guerre de tarifs que de lâcher sans compensation une position qui est à regretter aujourd'hui, car elle nous permettrait de remédier à bien des ennuis causés par le protectionnisme français.

Il serait donc du plus grand intérêt pour nos fabricants et commerçants suisses, que le gouvernement fédéral insistât à l'occasion des pourparlers à entamer en vue de la conclusion d'un traité de commerce, pour régler le traitement douanier d'une manière plus équitable, afin que plus tard il ne fût plus possible que le fisc français nous appliquât une circulaire datant de 1883, ou les lois somptuaires d'Henri IV, ou peut-être même quelques règlements signés par le bon roi Dagobert et contresignées par le grand saint Eloi.

Il y a un mélange de vrai et de fantaisiste dans l'article ci-dessus. Ce qui est vrai, c'est que l'administration française agit sans méthode et, souvent, dans le but de nous être désagréable. Mais on ne peut insérer, dans un traité de commerce ou dans un arrangement, une clause disant que les fonctionnaires de l'un ou l'autre pays seront corrects.

Ce qu'il y a de fantaisiste, c'est de prétendre que les monteurs de boîtes de Genève, peuvent seuls faire poinçonner des boîtes en France. Nous pourrions citer les noms d'autres monteurs de boîtes suisses qui travaillent régulièrement pour la place de Besançon où leurs boîtes reçoivent le poinçon spécial de garantie frappé sur les boîtes importées, comme c'est le cas du reste pour les boîtes de Genève. L'auteur de l'article ne sait probablement pas que le poinçon de garantie français n'est pas le même pour les boîtes fabriquées en France et pour les boîtes importées.

Nous serions enfin très curieux de voir la circulaire de 1883, qui interdit aux fabricants d'horlogerie français de faire travailler des ateliers suisses.

Quand des abus se produisent, il faut les signaler aux autorités compétentes, qui s'empressent de faire les réclamations voulues, quand elles sont justifiées.

Les grèves de New-York

Les échos de la grève des employés des lignes aériennes et souterraines de New-York qui jetait, il y a quelques jours, un si grand désarroi dans l'activité de la grande métropole, ne tendent pas à la glorification des meneurs de cette levée de boucliers. Le public se montra d'abord favorable, sans les bien comprendre aux revendications ouvrières, mais quand il vit avec quelle légèreté avaient agi les hurluberlus en rupture de ban, et qu'il eut assisté à deux graves accidents, sans parler de toutes les contrariétés qu'on lui fit subir, il changea de sentiment. Le mouvement a piteusement échoué, et si les anciens employés ont été admis à pouvoir reprendre du service, c'est après avoir été prévenus qu'on ne renverrait personne pour leur faire place et que tous les titres à l'avancement résultant de leur ancienneté cesseraient d'être valables. Le coup de grâce fut donné à cette malheureuse équipée le jour où le chef de la Fraternité des ingénieurs de locomotives, M. Stone, déclara aux grévistes que leur attitude constituait une « violation directe des lois » de cette association. Il ajouta encore que « les or-

ganisations ouvrières doivent tenir leurs engagements si elles veulent réussir ». C'était là un langage clair et net. On a regretté seulement que ce sévère rappel à l'ordre ne se soit fait entendre qu'au moment où il était déjà devenu évident pour tout le monde que la grève était conjurée. Pourquoi M. Stone n'a-t-il pas parlé plus tôt, du moment qu'il y avait eu infraction aux règles qu'il avait mission de faire respecter? La réponse à cette question se devine.

Il était hors de doute que la rupture momentanée des services de transport, dont dépend une grande communauté pour son existence matérielle et dont la suspension arrête tout, devait faire avancer l'idée de la municipalisation des lignes intra-urbaines de New-York. Cela n'a pas manqué. « L'exploitation des tramways par la municipalité ne sera probablement pas sans inconvénients, écrit l'*Outlook*, mais ce sera, selon nous, la manière la plus efficace qui puisse être adoptée de parer aux grèves des chemins de fer électriques. »

D'un correspondant du *Journal de Genève*.

Nouvelles diverses

Une montre de 30 kilos. La boutique des « Horlogers Réunis », à High-Holborne, (Londres), expose en ses vitrines une montre colossale. Ce bijou, de quarante centimètres de diamètre, pèse soixante livres. Les curieux peuvent voir, distinctement, comment fonctionnent tous les rouages, observation impossible à faire sans loupe, sur les montres de modèle ordinaire. Enrichi de vingt-trois rubis, l'instrument, d'une précision parfaite, a coûté (main-d'œuvre et emploi de métaux précieux) soixante-quinze mille francs.

Contrôle fédéral des ouvrages d'or et d'argent

Poinçonnement du mois de Mars 1905.

Bureaux	Boîtes de montres or	Boîtes de montres argent	Total
1. Bienne.	2,406	34,497	36,903
2. Chaux-de-Fonds	40,875	5,221	46,096
3. Delémont	—	8,520	8,520
4. Fleurier	712	41,993	42,705
5. Genève	4,141	20,861	25,002
6. Granges (Soleure)	252	34,563	34,815
7. Locle	7,105	8,343	15,448
8. Neuchâtel	—	5,598	5,598
9. Noirmont	4,072	45,849	46,921
10. Porrentruy	12	17,233	17,245
11. Saint-Imier	4,005	19,517	20,522
12. Schaffhouse	—	2,732	2,732
13. Tramelan	—	34,598	34,598
TOTAL	54,580	249,525	304,105

Bureau fédéral des matières d'or et d'argent.

Berne, le 3 Avril 1905.

Augmentation de 4,633 boîtes or et 8,797 boîtes argent, sur le mois correspondant de 1904.

Cote de l'argent

du 5 Avril 1905

Argent fin en grenailles . . . fr. 90.— le kil.

Argent fin laminé, devant servir de base pour le calcul des titres de l'argent des boîtes de montres . . . fr. 101.— le kilo.

Change sur Paris . . . fr. 100.133/.

Grand Prix Exposition universelle de Paris 1900
PAUL DITISHEIM
 l'usine d'Horlogerie
 11, Rue de la Paix, à La Chaux-de-Fonds
 Assortiment très complet en montres décorées et montres bijoux
 MONTRES UNIES POUR DAMES
 Chronomètres de poche
 Chronomètres de bord (Deck Watches)
 (H 139 C) 1293
 35 Récompenses de 1^{er} ordre dans dernières Expositions et Prix généraux de 1897, 1898, 1901, 1902, aux Concours de Chronomètres de l'Observatoire astronomique.

BREVETS D'INVENTION
 MARQUES DE FABRIQUE DESSINS ET MODÈLES EN TOUS PAYS
Mathey-Doret, Ingénieur-Conseil
 Office Général FONDÉ EN 1868 LA CHAUX-DE-FONDS (Suisse)
 La plupart des Brevets concernant l'Horlogerie sont enregistrés par cet office

Fabrique d'horlogerie pour tous pays
RIAT & HINTZY
 Porrentruy (Suisse)
 Successeurs de E. Roussel-Galle, maison fondée en 1861
 Spécialités de montres à clefs et remontoirs en toute grandeur, ancre et cylindre
 Horlogerie soignée et de confiance
 H 9968 J Echantillons sur demande. 945

Fabrication de cadrans métalliques en tous genres
 Grand choix de décors riches et décors frappés
NYDEGGER FRÈRES
 Successeurs de A. NYDEGGER-ARATA
 BIENNE (Suisse)
 Cadrans pour extra-plates à pieds et à crans. Cadrans genre Espagne à bossés et bossés email toutes couleurs opaques ou finiqués
 Cadrans avec pierreries. — Livraison rapide
 EXPORTATION H 1026 C 4582 EXPORTATION

Grande nouveauté BREVET + N° 31195 Cadrans bossés concaves de toutes nuances

L^s EGGLI-WEIBEL, rue Dufour 17, BIENNE
 H 1015 C Successeur de l'atelier Albert Wyss, Renan 1577

FABRIQUE DE BOITES ARGENT ET GALONNÉES

J. Meier & C^{ie}, St-Imier

Installation moderne. — Boîtes en tous genres. — Spécialité de genres lentilles extra plates.

Prompte et sérieuse exécution. — Téléphone.

La maison se charge du décor et du finissage complet de la boîte. 1285

HORLOGERIE SOIGNÉE
Georges-Jules Sandoz
 Successeur de Sandoz & Breitmeyer et de J^r Calame-Robert
 LA CHAUX-DE-FONDS
 Fournisseurs des Montres argent du Tir fédéral, Neuchâtel 1898, St-Gall 1904
 Grand choix de Montres égrenées pour Dames et Messieurs
 H 564 C PRIX MODÉRÉS 692

Baumgartner frères, Granges

Fabrique d'ébauches et finissages système Roskopf

H 610 C en 17, 19, 21 et 24 lignes 4467

Interchangeabilité absolue. — Exécution prompte et soignée à des prix défiant toute concurrence

La fabrique ne termine pas la montre

FABRIQUE D'ÉBAUCHES

par procédés mécaniques modernes

V^{VE} A. VUILLEMIN & FILS
à Lac-ou-Villers (Doubs)

Spécialités de remontoirs 16 et 18 1/2 lignes ancrés plats 27/12, extra-plats 22/12 et extra-minces 19/12 en lépines et savonnettes, calibre 18 1/2 lig. cylindre extra-plat, hauteur 24/12

Qualités : bon courant et soignée. — Prix très avantageux.

Sur demande : **mise à l'heure à tirage.**

Grand assortiment de remontoirs cylindres, hauteur normale, depuis 11 à 18 lig. en calibres : vue, demi-vue et revolver.



Calibres

19 lig. ancrés

déposés



Lépine cal. A

H 751 C

1482

Lépine cal. B



Savonnette cal. C.

Lépine cal. D à ponts
se fait en cylindre à 24/12 de hauteur

Etude et entreprise de calibres, genres spéciaux.

La fabrique ne termine pas la montre

La fabrique ne termine pas la montre

Manufacture de pierres soignées pour horlogerie

Usine électrique avec outillage moderne

A. GIRARD

Fondée en 1900

Erlach (Suisse)

Fondée en 1900

Tous genres en échappements et moyennes
rubis, saphirs et grenats

Olivés en tous genres.

Olivés en tous genres

H 213 C

Demandez prix et échantillons

188

Manufacture d'Horlogerie
STRAUSAK-SIEBER
Soleure

H 599 C

889

Montres en tous genres et pour tous pays
en argent, acier et métal de 11 à 20 lignes

Marque de fabrique déposée:

Spécialité: Montres extra-plates

grandes et petites pièces

Echantillons à disposition

On ne répondra qu'aux demandes
accompagnées de bonnes références.

Nouvel oxydage rouge, monopolisé, ne rouillant pas.



WASNER-RUFFIER

H 565 C

CHARQUEMONT (DOUBS)

736

Manufacture d'horlogerie — Fabrique de montres soignées

bon courant, avec boîtes argent, argentan et fantaisie

Commission — Exportation — Gros et demi-gros

Livraison avec garantie de marche et de réglage

Spécialité de pièces 11 1/2" argent

Réglage garanti



Calibre spécial unique, marque

Prix sans concurrence possible

Montre système Roskopf,

qualité extra-soignée

Prix très avantageux

1044
C 602 HFabrique d'Huiles & Graisses
Industrielles
GENÈVE
J. LAMBERCIER & C^o
Spécialité
FOURNITURES pour USINES
(Courroies, Graisseurs, Caoutchouc etc.)Organes de transmissions
Arbres, paliers etc.
GENÈVE
J. LAMBERCIER & C^o
Agence de
maisons américaines
pour
Machines-outils, petit outillage

Fabrique d'Horlogerie par procédés mécaniques

ROSSKOPF & C^{IE}

(H 221 C)

PATENT

496

La Chaux-de-Fonds (Suisse)

Montres de précision anti-magnétiques, grandeur 12 à 21 lignes
or, argent, métal et acier

Prix-courants et échantillons sur demande

MANUFACTURE D'HORLOGERIE
A. Scherz & C^o, St-Imier

Spécialité de Montres

extra-plates, extra et extra minces

en qualité bon courant et soigné

dans les grandeurs 11, 12, 17, 18, 19 et 20 lignes, lépines et savonnettes

TOUS GENRES DE BOITES ET DÉCORS

La Maison fabrique aussi avec les mouvements soignés, extra-minces à 11, 18, 19 lignes, de la maison
RANNAZ de CLUSES.

(H 12355 J) 4162

Horloger-technicien
expérimenté dans les procédés mécaniques les plus modernes, capable de diriger et d'installer une fabrication complète, désireux entrer comme intéressé dans une fabrique existante ou de préférence dans une nouvelle à installer. Offres sous Oc 1190 C à Haasenstein & Vogler, La Chaux-de-Fonds. 1630Spécialité de 17 lignes extra plates
1566 Répétitions minutes H-21371-L
Chronographes compteurs rattrapantes
D. GOLAY, Sentier.

Qui fournirait

des chronographes simples 16 ou 17 lig., argent, verre, bonne qualité et prix très avantageux. 1629

Adresser offres et prix sous chiffres Xc 3931 X à Haasenstein & Vogler, Genève. - Pressant.

M. GOY-BAUD, Sentier

Spécialité de mouv. et rép. min. chronog. compt. ratt. dessous H 20459 L en 17" basses 4371

PRIX-COURANTS et CATALOGUES ILLUSTRÉS

pour l'Horlogerie et la Bijouterie

EXÉCUTION SOIGNÉE

PLUS DE 500 CLICHÉS À DISPOSITION

EXÉCUTION SOIGNÉE

Lithographie-Typographie R. Haefeli & C^{ie}

La Chaux-de-Fonds, Rue Léopold Robert, 13 bis et 14

GRAND PRIX
Exposition universelle St-Louis 1904
Médailles or et argent, Paris 1878, 1889, 1900

PAUL LÉVY

Fabrique de Montres or en gros

Besançon (France)

5, Rue de Lorraine

MAISON A PARIS

30, Boulevard de Strasbourg.

HORLOGERIE DE PRÉCISION

de 7 à 22 lignes, ancre et cylindre
lépines et savonnettes

Montres fantaisies; Joaillerie
et Ciselure riche, pour dames

✱ EXTRA-PLATES ✱

H 566 C

hommes et dames

757

Genres spéciaux pour tous pays

FABRIQUE DE
MACHINES DE PRÉCISION



BREGUET FRÈRES & C^{IE}

Le Locle
(SUISSE)

Machines brevetées

pour la fabrication des boîtes de montres

Les plus perfectionnées

Plus de 1000 machines vendues en
quelques années

Installations complètes de fabriques.

Références de premier ordre.

Exposition permanente de Machines en marche.

Machines à fraiser les carrures, fonds et lunettes. — Machines à fraiser les boîtes facettes, serpentines et fantaisie, à encocher, à couper et ébisceler la charnières. — Machines pour le finissage de la boîte et le polissage. — Machines pour fraiseurs de secrets, emboîteurs, fabricants de balanciers, etc. — Presses, balanciers, laminoirs, etc., de première marque, à prix avantageux. H 501 C 1409

Fabrique d'horlogerie,
cherche à entrer en relation avec

atelier

de pivotages et polissages d'arbres de barillets, en qualité soignée et bon courant. Travail suivi et bien rétribué. Offres sous chiffres R3632 J à Haasenstein & Vogler, La Chaux-de-Fonds. 1619

Maison sérieuse

voyageant la France et l'Allemagne, achèterait tous genres de montres extra-plates, de 11 à 19 lignes, ancre et cyl., argent, acier et or.

Aussi des 11, 12 et 18 lignes, cyl., haut. moy., argent et acier. Le tout en bonne qualité. Offres sous chiffres M3577 J à l'agence Haasenstein & Vogler, La Chaux-de-Fonds. 1607

Horloger-mécanicien

On demande dans le canton de Neuchâtel un horloger-mécanicien connaissant à fond l'ébauche et la fabrication du mouvement extra bon marché. Placé d'avenir pour personne sérieuse et capable. S'adresser sous H 3134 N à Haasenstein & Vogler, Neuchâtel. 1584

Voyageurs

à l'année et à la commission sont demandés par fabrique d'horlogerie faisant les genres soignés pour présenter ses produits dans les principaux pays. Faire offres avec références et prétentions sous H 600 C à Haasenstein & Vogler, La Chaux-de-Fonds. 1610

Un bon horloger ayant travaillé plusieurs années comme visiteur dans un comptoir de la place, demande des **décottages, achevages et réglages.**

Ouvrage prompt et soigné; prix modique. Hc 1172 C S'adresser rue du Pont 19, 1^{er} étage. 1627

LA FABRIQUE D'HORLOGERIE E. KUMMER à Besançon

reliée par fil spécial à l'Observatoire
offre :

Montres de précision

Grandeur 19", verre et savonnette, interchangeabilité absolue, livrées avec bulletins de marche au nom et marque de l'acheteur

Qualité AA. — Montres avec bulletins de l'Observatoire de Besançon, avec épreuves thermiques.

Qualité A. — Réglages à 10 secondes maximum, qualité spécialement construite pour l'obtention des bulletins de marche délivrés par les villes de Bienne, La Chaux-de-Fonds, Le Locle et St-Imier.

Qualité B. — Réglages à 10 secondes maximum du plat au pendu, sans épreuves thermiques.

Se font en or, argent, acier et métal.

Nouvelle montre 11 lignes ancre

calibre et encliquetage déposés, qualité unique comme bienfacture, réglage et prix défiant absolument toute concurrence.

Toutes ces montres sont pourvues du dispositif de réglage comme dessin ci-contre, breveté en France et à l'étranger, permettant la retouche rapide et facile, et sans jamais enlever le balancier du mouvement.

Grande facilité pour le rhabilleur en cas de remplacement du spiral. H 270 C 1331

Montres extra-plates, petites et grandes pièces
qualité garantie

GRAND CHOIX DE FANTAISIES

Spécialités pour l'Allemagne et l'Autriche

Représentants sont demandés pour tous pays



PORTE-PITON MOBILE BREVETÉ S.G.D.G.

FRANCE ET ÉTRANGER

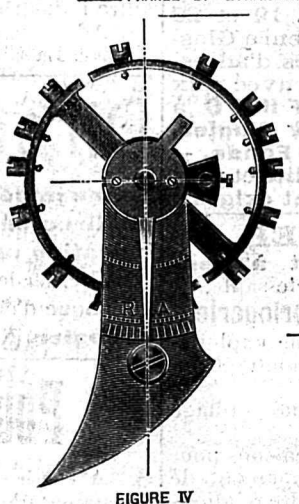
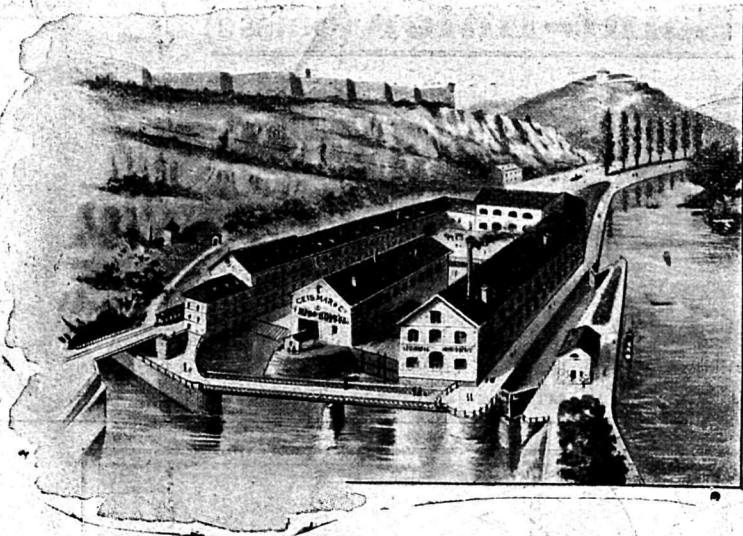


FIGURE I

FIGURE II

FIGURE III



MÉDAILLE D'OR
PARIS 1900



MÉDAILLE D'OR
LYON 1894

Des échantillons sont envoyés sur demande et des calibres spéciaux seront réservés pour commandes importantes.

H 595 C 1023

Le monopole de vente est offert pour plusieurs pays.

MANUFACTURE DE MONTRES

GEISMAR & C^{IE}
BESANÇON

Fabrication complète, boîtes et mouvements

Interchangeabilité réelle et absolue
obtenue par les procédés mécaniques les plus modernes
Qualité, marche et réglage garantis

Montres en tous genres de boîtes

de 9 à 19 lignes
cylindre et ancre, lépines et savonnettes

Nouveaux calibres plats, 18 et 19 lig. ancre

Qualité soignée et réglage de précision
Mécanisme de remontoir spécial, doux et solide

Grand choix de fantaisies or pour dames

Joalleries, ciselures, etc., etc.

PRIX SANS CONCURRENCE A QUALITÉ ÉGALE

Manufacture
CH. CHOPARD



d'Horlogerie
Sonvilier (Suisse)

TÉLÉPHONE

Maison fondée en 1830

Marque de fabrique déposée

Adresse télégraphique: Gloria, Sonvilier

— * — Exportation et genres pour tous les pays du monde — *

Spécialités de montres plates, extra-plates et extra-minces, ancres fixes, 17, 18 et 19 lignes levées visibles, doubles plateaux, mise à l'heure au pendant, extra solide

Demandez les montres **GLORIA** qui sont livrées garanties comme bienfaisance, fini, réglage, élégance et solidité.

Les montres „GLORIA“ se fabriquent en trois qualités, avec boîtes or, argent, acier, niel, vieil argent, frappes, métal et fantaisie, verres et savonnettes.



1^{re} qualité
extra soignée
réglage de précision, serré à 10 secondes dans les deux positions et accompagnée d'un bulletin de marche.



2^{me} qualité
soignée
réglage garanti à 30 secondes dans les deux positions



3^{me} qualité
bonne montre civile
garantie réglée à 1 minute au pendu



La fabrique ne traite qu'avec maison de gros et offre monopoles pour la vente exclusive de ses produits avec marque „Gloria“.

H 10541 I

Pour renseignements, catalogue illustré et prix, s'adresser à la

989

Manufacture de Montres „GLORIA“ à Sonvilier près Chaux-de-Fonds (Suisse)

Chaque pièce est accompagnée d'un bulletin de garantie

Personnel expérimenté pour la fabrication des montres à hauteur minime.